

Bulletin du FMI

Le FMI étudie les effets du climat sur l'économie

le 14 décembre 2007

- Le FMI accorde une attention accrue à l'analyse des répercussions économiques du changement climatique
- Le réchauffement de la planète affectera la production, la productivité et les finances publiques des pays
- Des mécanismes efficaces d'établissement du prix du carbone permettraient à certaines nations d'accroître leurs recettes

Selon des responsables du FMI, l'institution intensifie son analyse des répercussions du changement climatique sur l'économie mondiale et projette de conseiller les pays membres sur la mise en place éventuelle de mécanismes de tarification du carbone et l'adoption de mesures fiscales et budgétaires visant à atténuer le réchauffement de la planète à long terme.

Conférence de Bali

Lors d'une intervention à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique organisée à Bali (Indonésie), Takatoshi Kato, Directeur général adjoint du FMI, a fait le point sur les travaux poursuivis par l'institution dans le domaine du réchauffement planétaire. Les participants, qui représentaient plus de 180 pays, ont travaillé sur un plan d'action mondial de lutte contre le changement climatique après l'expiration du protocole de Kyoto en 2012.

«Les pays qui risquent d'être les plus exposés aux perturbations climatiques figurent parmi ceux qui, d'un point de vue économique, sont les moins aptes à s'y adapter», affirme M. Kato dans le texte préparé pour son intervention. Selon lui, «il faut prendre des mesures rapides et durables pour prévenir d'éventuels dégâts».

De l'avis de M. Kato, les problèmes économiques posés par l'évolution à long terme du climat sont «nombreux et complexes». La production et la productivité d'un grand nombre de pays seront affectées. Leurs finances publiques, en outre, pourraient se détériorer par suite de l'affaiblissement des bases d'imposition et de l'augmentation des dépenses engagées pour atténuer les effets du changement climatique. Certains pays pourraient éprouver des problèmes de balance des paiements en raison de la baisse de leurs exportations de biens (denrées agricoles, produits de la pêche, etc.) et de l'affaiblissement de services tels que le tourisme. En outre, ajoute M. Kato, les mesures prises pour atténuer les effets du changement climatique peuvent aussi revêtir un coût économique.

La majeure partie des pays développés, des pays émergents et des pays à faible revenu étant membres du FMI, celui-ci est particulièrement bien placé pour étudier les répercussions économiques du changement climatique. «Le caractère très universel de notre institution nous permet d'effectuer des travaux d'analyse et de suivi au plan bilatéral et multilatéral», remarque M. Kato en rappelant que le FMI a participé à la conception de mécanismes fiscaux et de mesures budgétaires dans ce domaine.

Avant la conférence, M. Kato a insisté sur le fait que le FMI travaillera en étroite collaboration avec la Banque mondiale, l'ONU et d'autres organismes pour analyser les répercussions macroéconomiques du changement climatique et les retombées des politiques nationales sur les émissions à effet de serre.

En plus d'évoquer les problèmes posés par le changement climatique, M. Kato a fait remarquer que la mise en place de mécanismes efficaces de tarification des émissions de carbone pourrait accroître les recettes de certains pays. Les autorités nationales décideront de l'utilisation de ce surcroît de revenus au cas par cas. De l'avis de Charles Collins (Département des études du FMI), toutefois, il faudra soit le consacrer au financement de dépenses judicieuses au plan local, soit le transformer en épargne. «Il est fort possible que la meilleure façon d'utiliser une partie de ces fonds consistera à les épargner pour éviter de créer un problème de type *syndrome hollandais*», estime M. Collins en faisant allusion à la perte de compétitivité que provoque parfois une vive et soudaine augmentation des entrées de devises.

Un mécanisme de tarification du carbone

Bien que le changement climatique soit un problème à long terme, certains pays ont commencé à s'y préparer. Selon Charles Collins, ces efforts se traduisent par une modification des pratiques agricoles et l'apparition d'innovations financières visant à trouver une parade contre la fréquence accrue des catastrophes naturelles. «Les mesures adoptées jusqu'ici sont toutefois modestes car nous ne disposons pas encore de mécanisme permettant de déterminer le prix du carbone de façon efficace et crédible», observe-t-il. Selon lui, les investisseurs ne réagiront pas pleinement aux incitations offertes par le commerce du carbone tant qu'un système fiable d'établissement des prix n'aura pas été mis en place.

Charles Collins fait allusion ici au système d'échange de crédits de carbone progressivement mis en place après la signature du protocole de Kyoto. Ce système consiste à encourager les entreprises et les pouvoirs publics — à l'aide d'incitations financières — à réduire leurs émissions de carbone. Dans l'état actuel des choses, toutefois, les échanges de crédits de carbone sont trop faibles pour permettre une réduction significative des émissions.

Le 5 décembre, le FMI a organisé sa première conférence de presse sur le thème du changement climatique. Certains aspects du problème sont nouveaux pour l'institution, mais

de nombreux autres relèvent de domaines qu'elle étudie en permanence. «Un aspect important du problème est la création d'un mécanisme adéquat d'établissement du prix de l'énergie, un sujet auquel le FMI accorde beaucoup d'attention depuis de nombreuses années», dit Michael Keen (Département des finances publiques du FMI). «La question est donc loin d'être nouvelle pour nous — ce n'est qu'un élément supplémentaire», ajoute-t-il

Le FMI a publié une analyse des effets du changement climatique dans l'édition d'octobre 2007 des *Perspectives de l'économie mondiale* et prépare une étude plus approfondie sur le même sujet pour les *Perspectives* d'avril 2008. M. Kato a fait savoir en outre que le Conseil d'administration du FMI examinerait (peut-être au début de 2008) les répercussions du changement climatique sur les finances publiques.

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey